



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suivi de la Quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et de la session extraordinaire

de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes

en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement

et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs

stratégiques, mesures à prendre dans les domaines

critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par la Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social, organisation non gouvernementale dotée d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Depuis 18 ans, la Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social (Société pour la recherche, le développement durable et le progrès social) œuvre à la bonne mise en place des politiques du gouvernement colombien, mettant l'accent sur la stimulation du développement de la communauté et l'élimination de l'extrême pauvreté en favorisant la création d'espaces sociaux dans lesquels ils n'existent aucune violence sexiste.

Une des politiques pour laquelle l'organisation fait office d'opérateur est la stratégie UNIDOS [« Unis »], conçue par le gouvernement national afin de répondre à la situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité qui touche plus de 1,5 million de ménages dans le pays. Cette stratégie applique à bon escient l'approche différentielle au modèle de développement pour les communautés vulnérables touchées par les conflits armés internes, générant ainsi une plateforme de programme adaptée pour répondre à la violence sexiste et domestique, deux des facteurs qui entretiennent la pauvreté.

En tant qu'opérateur de la stratégie UNIDOS dans 14 communes de la partie sud du pays, l'organisation travaille avec près de 75 000 personnes, dont 53 % sont des femmes. Parmi ces 53 %, 51 % des femmes sont des mères célibataires responsables de familles comptant en moyenne 4 personnes et 36 % d'entre elles sont analphabètes, ce qui exige de travailler avec elles de manière particulière. Ces mères ont été victimes des ravages des conflits armés internes et ont été forcées de prendre les rênes du ménage.

Dans la région, les principaux éléments de violence à l'égard des femmes sont identifiés comme des violences causées par le conflit interne. Celui-ci a entraîné des déplacements de masse, des meurtres, des bouleversements familiaux et les répercussions associées – situations dans lesquelles ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus –, une décomposition des familles et la perte des valeurs, qui a pour conséquence une augmentation des niveaux élevés de violence domestique et de violences sexuelles liées au genre. Tout tend à démontrer que les principales victimes sont les femmes et les enfants, entraînant la multiplication de phénomènes tels que les grossesses précoces (le taux de grossesse chez les adolescentes dépasse 16 %). La mauvaise qualité de l'éducation sexuelle, des valeurs et la méconnaissance des méthodes de planification familiale et de la responsabilité sexuelle entravent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Afin de résoudre ces problèmes, l'équipe de l'organisation cherche à mobiliser les instances, institutions et programmes existant dans les communes et à mettre sur pied des mesures visant à résoudre de manière efficace chacun des problèmes se rapportant en particulier aux femmes. À cet égard, l'organisation gère également certaines interventions des Nations Unies et de ses agences. Elle s'occupe notamment du Programme alimentaire mondial qui vise à renforcer et à générer des capacités pour prévenir la violence domestique et sexiste et pour améliorer les dynamiques familiales de manière à faire des femmes des agents de développement et leur donner un rôle central dans la société, tirant profit de programmes tels que ceux ayant pour principe « vivres contre formation ».

Outre ces activités, l'organisation donne des formations sur la gestion du ménage et soutient les ateliers communautaires, les projections de films, l'éducation sexuelle et la distribution de méthodes contraceptives aux adolescents et aux jeunes

adultes. Elle encourage également l'expression saine des émotions au sein de la famille et l'ouverture d'espaces consacrés à la communication familiale et communautaire.

Dans ses travaux avec les organismes et les programmes publics, l'organisation encourage les rapports qui ont permis de définir et d'activer la prestation de services publics dans les communes et à l'intention des familles avec lesquelles un travail spécifique de promotion et de suivi est mené.

Progresser davantage vers les objectifs du Millénaire pour le développement demandera du temps, des ressources et du travail étant donné que restaurer le tissu social et stimuler la participation citoyenne, l'éducation et les changements de la manière de penser pour le développement humain requiert un effort permanent et continu.

C'est cette violence à l'égard des femmes dans tous ses aspects sociaux qui démontre les limites culturelles de la société colombienne et qui illustre la nécessité d'appliquer une approche différentielle aux dynamiques communautaires, politiques, sociales, culturelles et économiques du pays. L'organisation encourage l'engagement général de la société colombienne et du gouvernement d'impliquer activement les femmes dans la promotion du développement et dans la recherche de la justice et de l'équité.

À cet égard et au vu des mauvais traitements systématiques subis par les femmes dans les zones rurales du pays, il n'est pas suffisant de simplement reconnaître les droits et l'équité du statut des deux sexes. Le pays a réalisé des progrès, mais des actions plus décisives et durables sont nécessaires pour inverser la situation, notamment dans les zones où le conflit est le plus aigu.

Dans tous ses projets sociaux, l'organisation prend en compte l'équité du statut des deux sexes et adopte une approche différentielle dans ses interventions, quelle que soit la source de financement (sources privées ou publiques ou coopération internationale).
